

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 31/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST

4 6 Boulevard de l'Industrie
BP 40114
28500 Vernouillet

Références : IC250657
Code AIOT : 0010007425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST implanté 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST
- 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010007425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TSO exploite une installation de protection des métaux par poudrage sur son site de Vernouillet.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	NC du 24/09/2024 - suite APMD 15/01/2025 - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	NC du 24/09/2024 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	NC du 24/09/2024 - Rejets atmosphériques – les installations	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	NC du 24/09/2024 - VLE des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.1.	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC du 24/09/2024 -	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004,	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	suite APMD 15/01/2024 - Clôture du site	article 3.5.2.1		
5	NC du 24/09/2024 - Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	NC du 24/09/2024 - Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - autres ins	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	NC du 24/09/2024 - Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Ressource en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 29/10/2004, article 3.5.7.1.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC du 24/09/2024 - suite APMD 15/01/2024 - Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024
Prescription contrôlée :

[...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]

Constats :

Constat du 27/09/2023 : La limite ouest de l'établissement n'est pas clôturée.

Constat du 24/09/2024 : La clôture équipant la limite ouest de l'établissement n'est pas finalisée.

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024 (délai : 15/07/2024). Une action corrective est toutefois engagée et devrait être finalisée sous deux mois.

Observations du 03/10/2025 :

Par courriel du 13/12/2024, l'exploitant a transmis des photographies de l'avancement de la clôture.

Lors de la visite du site, l'inspection constate que la limite ouest de l'établissement est dotée d'une clôture.

Conclusion : pas d'écart constaté, la non-conformité est levée.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : NC du 24/09/2024 - suite APMD 15/01/2025 - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

Un contrôle [des installations électriques] est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

Constats :

Constat du 27/09/2023 : Les installations électriques de l'exploitant sont affectées par des défauts non résorbés et sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

Constat du 24/09/2024 : Les installations électriques de l'exploitant sont affectées par deux défauts

résiduels, dont un est susceptible d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Par ailleurs, la vérification des installations électriques de l'établissement est incomplète car elle ne porte pas sur les installations haute tension.

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024 en ce qui concerne la correction de la totalité des défauts affectant son installation électrique et susceptibles d'entraîner un incendie ou une explosion (délai 15/04/2024). Il a toutefois prévu la réalisation d'une action corrective appropriée.

Par ailleurs, le délai associé à l'injonction relative à la correction des autres défauts affectant l'installation électrique de l'exploitant n'est pas échu (15/01/2025).

Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant indique qu'il s'occupe de solder les défauts restant du rapport de vérification des installations électriques (facture du 30/09/2024 jointe au courriel). L'exploitant a transmis le devis signé le 14/10/2024 concernant le remplacement de 3 disjoncteurs dans le TGBT.

Par courriel du 13/12/2024, l'exploitant indique que la partie concernant le TGBT est prévue pour début janvier 2025 mais que, pour le moment, le prestataire n'a pas de nouvelle sur la date de livraison des pièces par Schneider.

Observations du 03/10/2025 :

L'exploitant présente le dernier rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) suite à l'intervention du Bureau Veritas le 20/05/2025. La conclusion indique qu'aucune anomalie a été constatée en 2025.

L'exploitant présente le dernier compte-rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) réalisé par le Bureau Veritas le 10/09/2025. La vérification a été complète et une coupure totale a été autorisée par l'exploitant. La conclusion indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Le rapport de Bureau Veritas du 10/09/25 porte sur : les conditions de mise hors tension en basse tension, les installations haute tension et les installations basse et très basse tension. Aucune observation a été relevée.

Les éléments de l'installation non vérifiables sont : le projecteur extérieur inaccessible de la zone de traitement de surface, le disjoncteur du poste HT/BT TGBT et alimentant un bâtiment en location, les prises de terre des masses HT interconnectées. Le rapport indique que les locaux suivants sont susceptibles de présenter un risque d'explosion : cabine de peinture, canalisations et cuve de gaz.

L'exploitant n'est pas en mesure de répondre aux interrogations de l'inspection des installations classées sur les éléments de l'installation non vérifiables et la désignation d'une cabine de peinture désignée comme susceptible de présenter un risque d'explosion.

Conclusion :

La non-conformité est maintenue, dans l'attente des réponses de l'exploitant aux interrogations sur les remarques de Bureau Veritas présentes dans le rapport du 10/09/25.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : NC du 24/09/2024 - Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées de l'établissement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique : 2565-2.a Libellé et régime : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, A. Nature de l'installation et volume : volume des cuves de traitement, 18 800 l.</p> <p>Rubrique : 2940-3.a Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (poudre à base de résines organiques), A. Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 260 kg/j.</p> <p>Rubrique : 2910-A.2 Libellé et régime : Combustion (gaz naturel), D. Nature de l'installation et volume : puissance thermique nominale, 4,47 MW.</p> <p>Rubrique : 2940-2.b Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (liquide inflammable, par pulvérisation), DC. Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 19 kg/j.</p> <p>Rubrique : 2575 Libellé et régime : Emploi de matières abrasives, D. Nature de l'installation et volume : puissance installée des machines concourant au fonctionnement, 105 kW.</p> <p>Rubrique : 2920-2.b Libellé et régime : installation de compression, D. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 24/09/2024</u> : L'installation de stockage de propane de l'établissement est exploitée sans</p>

la déclaration nécessaire.

Observation 03/10/2025 :

L'exploitant déclare :

- rubrique 2565 (traitement de surface) : 18 800 L (Enregistrement).
- rubrique 2940 (vernis, peinture, colle, ...) : 260 kg/j (Enregistrement).

La situation administrative actuelle du site est identique à celle déjà connue de l'inspection des installations classées.

Un porté à connaissance a été envoyé par l'exploitant au préfet d'Eure-et-Loir le 10/01/2024. Il porte notamment sur la mise à jour de la situation administrative de l'établissement et sur la déclaration de son installation de stockage de GPL. L'inspection des installations classées informe l'exploitant que ce dossier n'a pas encore été instruit.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'indiquer s'il souhaite conserver le régime de l'autorisation pour son site suite à l'arrêté préfectoral de 2004, au regard de l'évolution de la nomenclature (rubriques à enregistrement) et s'il souhaite faire évoluer certaines prescriptions de son AP au regard des prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ses activités.

L'exploitant devra aussi analyser la capacité maximale présente sur le site pour chacune des rubriques ICPE auquel le site est soumis pour valider sa situation administrative.

Conclusion : Le constat est maintenu dans l'attente de l'instruction du dossier de porter à connaissance par l'inspection des installations classées et du retour de l'exploitant sur la situation administrative du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre son étude et son positionnement par rapport aux prescriptions des AMPG des rubriques du site et à l'AP d'autorisation.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'étude de la définition des capacités maximales des rubriques ICPE du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : NC du 24/09/2024 - Rejets atmosphériques – les installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

Prescription contrôlée :

Installations :

- cabines d'application de peintures en poudre (quatre unités) [...] ;
- cabines d'application de peintures liquides (deux unités) [...] ;
- étuve de séchage de peintures liquides et fours de cuisson de peintures en poudre (cinq unités) [...] ;
- cabines de grenaillage et microbillage (trois unités) [...].

Constats :

Constat du 24/09/2024 : L'établissement comporte un conduit de rejet à l'atmosphère non réglementé.

Observations du 03/10/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de 3 cheminées au niveau de la ligne de la zone de traitement de surface, comme indiqué dans le dossier de porter à connaissance du 08/01/2024.

Conclusion:

Un porté à connaissance a été envoyé par l'exploitant au préfet d'Eure-et-Loir le 10/01/2024. Il porte notamment sur la mise à jour de ses points de rejet à l'atmosphère. Le constat est maintenu dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance par l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Aucune demande particulière, le dossier de porter à connaissance intégrant le conduit non réglementé ayant été transmis par l'exploitant en janvier 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : NC du 24/09/2024 - Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations [...] tous les ans.

Article 3.2.3.3. de l'AP du 21/10/2004 :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [...] ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Paramètres : poussières, COV, NOx, SOx ; [...] Périodicité de la mesure : trois ans [...].

Constats :

Constat du 24/09/2024 : L'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de son installation de traitement de surfaces dès leur réception.

Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de son installation de traitement de surfaces. L'intervention a été réalisée par le Bureau Veritas du 16 au 19 septembre 2024 (rapport n° 22472649/1.1.2.R). Les conclusions du rapport indiquent que les VLE sont respectées.

Conclusion:

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : NC du 24/09/2024 - Rapport d'analyse des rejets atmosphériques - autres ins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [...] ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Paramètres : poussières, COV, NOx, SOx ; [...] Périodicité de la mesure : trois ans [...].

<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 24/09/2024</u> : L'exploitant doit transmettre dès sa réception le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre.</p> <p>Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des rejets atmosphériques issus de ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre. L'intervention a été réalisée par le Bureau Veritas du 16 au 19 septembre 2024 (rapport 22472649/1.1.2.R). Les conclusions du rapport indiquent que les VLE sont respectées.</p> <p><u>Conclusion</u>: La non-conformité est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : NC du 24/09/2024 - VLE des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>HCT : 5 mg/l ; MEST : 35 mg/l.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 24/09/2024</u> : Les eaux pluviales rejetées par l'exploitant présentent un dépassement de la valeur limite d'émission prescrite pour le paramètre MEST (78 mg/L > 35 mg/L). L'exploitant doit transmettre dès sa réception le rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales.</p> <p>Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant indique qu'il doit faire nettoyer le débourbeur/déshuileur de son site et organiser le contrôle de ce dernier.</p> <p>Par courriel du 13/12/2024, l'exploitant transmet les échanges par mails avec la mairie de Vernouillet, concernant la collecte des eaux pluviales de la zone industrielle. Au 05/12/2024, les services de la mairie sont toujours en train d'étudier le dossier de l'exploitant.</p>

Observations du 03/10/2025 :

L'exploitant indique qu'il a fait nettoyer le déshuileur/débourbeur du site.

Lors de la visite, la responsable du service urbanisme de la ville et un représentant de l'entreprise SVR sont présents pour présenter le projet de curage du réseau de la zone industrielle, visant à améliorer la qualité des rejets aqueux.

L'inspection des installations classées est informée que les réseaux d'eaux pluviales de la ville et du site sont interconnectés. La ville et l'exploitant proposent de réaliser un curage commun, avec téléinspection pour vérifier l'absence de déchaussement et de casse du réseau. Le devis de cette prestation est en cours d'étude par l'exploitant.

Conclusion: L'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport des analyses des rejets aqueux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le dernier rapport des analyses des rejets aqueux, le plan d'action et les justificatifs du curage du réseau d'eau pluviale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : NC du 24/09/2024 - Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

Prescription contrôlée :

Les zones de dangers [risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées] sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Constats :

Constat du 24/09/2024 : Le plan sur lequel l'exploitant a reporté les zones de danger internes à son établissement est incomplet.

Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant transmet un devis du 12/09/2024 (par RDSI

Environnement) concernant l'intervention pour réaliser le zonage ATEX.

Par courriel du 13/12/2025, l'exploitant transmet l'accusé de commande de RDSI pour l'étude de zonage ATEX, signé le 10/12/2024. L'étude devant débuter mi-janvier 2025 pour se finaliser début mars 2025.

Observations du 03/10/2025 :

L'exploitant présente le rapport d'étude ATEX - version 2 datée du 07/04/2025 - réalisé par RDSI environnement.

L'exploitant présente les plans complets des zones de danger interne du site. Le plan actuel reportant les zones de danger internes à l'établissement indique les fréquences associées aux zones ATEX (= zones de type 2, 22, 21, 20). L'exploitant présente aussi les 18 fiches ATEX concernant les différentes zones ATEX.

L'exploitant indique que le téléphone est interdit sur l'ensemble du site, sauf au niveau de la zone fumeur vers le portail d'entrée du site et sous le auvent extérieur.

Par sondage, l'inspection des installations classées constate la présence de l'affichage du zonage ATEX dans les zones suivantes : au niveau de la cabine de peinture en face de la salle de repos (zone Z22), au niveau des réserves situées en face des bureaux (zone Z2).

Conclusion: La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

Prescription contrôlée :

[...]Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu, en nombre conforme aux indications du dossier de demande :

- d'extincteurs à dioxyde de carbone (CO₂) près des appareils électriques,
- d'extincteurs à poudre dans les locaux présentant des risques particuliers d'incendie,
- de 8 robinets d'incendie armés.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles ; ils sont annuellement contrôlés par une personne ou un organisme qualifié.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Constats :

Observations du 03/10/2025 :

L'exploitant présente le registre de sécurité sur lequel il est indiqué que le parc d'extincteurs a été vérifié le 01/09/2025.

Par sondage, l'inspection des installations classées constate que l'extincteur N°45, situé vers le cabine de grenailage manuel, est à remplacer. L'exploitant indique qu'il est en attente d'un devis suite à la venue du prestataire. L'inspection constate que l'extincteur N°21 est conforme et a été vérifié en septembre 2025. Les trappes de désenfumage N° 8, 7 et 6 sont conformes et ont été vérifiées en septembre 2025.

Conclusion :

Le parc extincteur du site est incomplet : des extincteurs sont à remplacer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2004, article 3.5.7.1.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau incendie

Prescription contrôlée :

[...]L'exploitant s'assure que les 3 poteaux d'incendie implantés sur le domaine public à moins de 200 m du site sont aptes à fournir un débit en utilisation simultanée de 240 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar.[...]

Constats :

Observations du 03/10/2025 :

L'exploitant présente le rapport de vérification du 05/02/2024 des 4 poteaux incendie : 240 m³/h en simultané sous une pression de 1 bar.
Le site peut accéder à un 4ème poteau incendie, ce dernier est inclus dans le rapport de vérification présenté à l'inspection des installations classées.

Conclusion : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite